

REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Objectif spécifique 1.1 - Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental

Stratégie en Région

La pêche en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, majoritairement artisanale, est caractérisée par la polyvalence des techniques de pêche et la grande diversité des espèces débarquées sur près de 85 sites de débarquement, répartis tout le long de son littoral. Les sorties en mer de courte durée (moins de 24h), la traditionnelle vente à quai, ou dans d'autres circuits courts, permettent d'assurer une qualité et une fraîcheur des produits commercialisés.

La pêche régionale s'inscrit dans le cadre de savoir-faire traditionnels et de spécificités qu'il s'agit de préserver car il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un secteur d'activité qui doit faire face à certains enjeux qui prennent une importance croissante et nécessiteront des actions particulières dans les années qui viennent, à savoir notamment la diminution des ressources halieutiques, et le renouvellement des générations. La pêche maritime fait partie de ces secteurs d'activités qui demeure encore peu attractifs, notamment auprès des jeunes.

A ce titre, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur entend favoriser le développement d'une filière pêche vertueuse, pérenne et compétitive. Pour ce faire il conviendra d'axer le soutien du FEAMPA de cet Objectif Spécifique vers des opérations permettant de :

- Favoriser la commercialisation en circuits courts notamment en soutenant les besoins d'équipement des professionnels,
- Valoriser les produits ou sous-produits de la pêche régionale,
- Soutenir la modernisation des entreprises de la filière et favoriser le renouvellement des générations,
- Soutenir les investissements en faveur de la préservation des écosystèmes et des habitats marins (sélectivité des engins de pêche, limitation des impacts sur les écosystèmes...),
- Développer des projets de recherche et innovation afin d'adapter les productions aux différents enjeux (bioclimatiques, environnementaux, réduction des déchets, valorisation des produits, impact sur le milieu marin, amélioration des conditions de travail...)

La stratégie régionale s'articule avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (**SRADDET**) mais aussi avec le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (**SRDEII**) et le Plan Climat « Gardons une COP d'Avance » adoptés par la Région.

Références réglementaires

- RÈGLEMENT (UE) 2021/1060 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen (articles 28 à 34)
- RÈGLEMENT (UE) 2021/1139 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004 (article 14, 15, 16, 17 et 19).
- Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

Types d'actions concernées

Au titre de l'OS 1.1

- Recherche et innovation

Au titre de l'OS 1.1.1 :

- Modernisation, adaptation et diversification des activités de pêche

- Investissements dans les ports de pêche et sites de débarquements (Ils seront réalisés en cohérence avec les objectifs précédemment définis au sein du PROEPP pour la période 2014-2020, qui restent toujours d'actualité et dans une logique de développement durable).

Au titre de l'OS 1.1.2 :

- Installation de jeunes pêcheurs
- Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site internet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : <https://europe.mareregionsud.fr>

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

- Au titre des investissements portuaires : tableau de priorisation des investissements portuaires validés en instance régionale partenariale,
- Au titre de la recherche-Innovation : la durée prévisionnelle du projet ne devra pas être supérieure à 3 ans. La majorité des actions du projet doit se dérouler sur le territoire régional, et les résultats seront diffusés à tous les acteurs de la Région. Par ailleurs les actions financées devront être menées (collaboration, partenariat...) avec un organisme scientifique ou technique qui validera les résultats.

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur une grille de notation (annexée pour information) :

Soutien à la recherche-innovation :

- Qualité du consortium
- Qualité de l'organisation et de la faisabilité du projet
- Démonstration du caractère innovant
- Retombées prévisionnelles du projet sur les aspects économique, social, et environnemental - Pertinence et étendue de l'innovation proposée

Soutien aux entreprises :

- Type de pêche
- Amélioration des conditions de travail
- valorisation des produits pêchés
- Impact sur l'emploi
- Rentabilité économique du projet
- Réduction de l'impact sur le milieu, les captures accidentelles ou accessoires

(Article 17 : Première acquisition d'un navire de pêche)

- Impact économique
- Impact sur l'emploi
- Qualité environnementale
- Cohérence du projet

Projets portuaires et sites de débarquements :

- Optimisation de l'organisation des infrastructures portuaires régionales
- Amélioration de la prise en charge des produits et valoriser la qualité assurée par le producteur
- Prise en charge des produits soumis à l'obligation de débarquement
- Contribution à la transition écologique et réduction de l'incidence des activités portuaires sur l'environnement
- Amélioration des conditions de travail et de sécurité sur les ports de pêche

Intensité d'aide publique

Projets individuels : 40% si augmentation de jauge et installation jeune pêcheur, ou 50% cas général ou 75% si santé, sécurité, conditions de travail, ou 100% pour la sélectivité

PPC : 100% sauf si installation et augmentation jauge (40%)

Projets collectifs/Ports : 100% ODP, 75% OP, 60% bénéficiaires collectifs (pêcheurs...)

Taux de contribution du FEAMPA

Le taux de contribution du FEAMP représente 70 % des dépenses publiques éligibles.

La contrepartie nationale (CPN) Etat ou Région (selon les opérations) représente 30 % des dépenses publiques éligibles.

Indicateurs de résultat

- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons
- Entités favorisant la durabilité sociale
- Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Ensemble de données et conseils mis à disposition - Emplois créés

REGION Provence-Alpes-Côte d'Azur

Objectif spécifique 1.6

Stratégie en Région

La Région SUD entend soutenir le développement d'une pêche et d'une aquaculture durable, en s'appuyant sur le bon état des écosystèmes et des habitats marins, essentiel à la préservation de la ressource halieutique.

* Les opérations en faveur de la lutte contre les déchets en mer et sur le littoral (filère aval)

Dans le prolongement et en complémentarité avec sa politique de réduction des déchets, la Région souhaite soutenir les démarches visant à limiter la production de déchets issus des activités de pêche et d'aquaculture. Dans ce cadre, les investissements à terre (dans les ports ou d'autres infrastructures) permettant de fournir des installations de réception des engins de pêche et équipements aquacoles seront soutenus, ainsi que les projets d'économie circulaire territoriale et le développement de filières de recyclage permettant le réemploi de ces matériels. Les projets visant à développer l'utilisation de matériaux écologiques, en substitution du plastique notamment, pourront également être accompagnés.

* Les opérations en faveur de la protection et de la restauration des écosystèmes marins

En cohérence avec la politique de l'Union européenne et conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris, la Région souhaite développer son soutien à la préservation des écosystèmes marins en soutenant les initiatives locales en faveur de la protection du milieu marin. Dans ce cadre, la Région interviendra sur différents types d'actions prioritaires et projets pilotes, allant au-delà des mesures obligatoires menés dans le cadre réglementaire, en associant les acteurs de terrain, dans des zones concernées par des mesures de conservation et/ou de restauration (en cours ou envisagées). Les axes d'intervention sont les suivants :

- ***Soutien aux actions de suivi scientifique et de développement des connaissances***

En complément des actions de suivi/surveillance menées à l'échelle de la façade, il s'agit prioritairement d'accompagner la mise en œuvre de projets scientifiques en lien avec des thèmes présentant un intérêt pour les gestionnaires de milieux et permettant la mise en valeur du patrimoine naturel des aires protégées, d'adapter les mesures et réglementations, notamment dans les aires sous protection forte, et de mesurer leurs effets. Le suivi de l'effet réserve direct et indirect en particulier, à l'intérieur et à l'extérieur des secteurs réglementés mérite un soutien prioritaire, tout comme l'évaluation de l'impact socio-économique (augmentation des ressources halieutiques, impact sur le tourisme, ...) ainsi que le suivi des pressions de fréquentation.

Les études participant à la mise en place d'aires sous protection forte seront également soutenus, en cohérence avec la future stratégie nationale pour les aires protégées 2020-2030.

- ***Accompagner les gestionnaires d'aires marines protégées dans la mise en œuvre de mesures de gestion efficaces***

Le renforcement des AMP, impliquant l'ensemble des usagers et acteurs professionnels de la mer, est un objectif essentiel dans la mise en œuvre de politiques de conservation efficaces, prévenant la perte d'habitats et permettant le rétablissement d'écosystèmes sains.

Si la couverture de la façade maritime régionale est aujourd'hui importante, des efforts doivent encore être entrepris afin d'encourager notamment les initiatives locales, inciter les collectivités gestionnaires de ces espaces à s'appuyer davantage sur ces outils et faciliter la mise en œuvre des plans d'actions et documents de gestion qui y sont adossés.

Cet accompagnement doit permettre de renforcer l'opérationnalité et l'efficacité de ces zones « protégées », en soutenant notamment le renforcement de la présence des équipes sur les plans d'eau (personnels, moyens nautiques, équipements spécifiques), en particulier dans les zones à forts enjeux, permettant de développer des actions de communication, de sensibilisation sur les enjeux de la biodiversité marine, ainsi qu'une meilleure appropriation par les usagers des réglementations encadrant les activités impactantes, notamment en période de fortes fréquentations.

- **des opérations innovantes de restauration écologiques dans des zones propices** (dans ou hors AMP), la construction, l'installation ou la modernisation d'installations fixes ou mobiles destinées à protéger et à renforcer la faune et la flore marines, y compris leur préparation et leur évaluation scientifiques.

Références réglementaires

Programme Opérationnel

Article 25 « Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques » du règlement (UE) 2021/1139

Critères de sélection

*** Opérations de lutte contre les déchets :**

- Actions cohérentes avec la stratégie régionale de réduction des déchets (plastique notamment) et/ou concourant à sa mise en œuvre ;
- Dimension partenariale du projet (association des professionnels de la pêche et de l'aquaculture, acteurs des filières amont et aval) ;
- Dimension innovante du projet et/ou complémentarité avec les démarches/process existants ; - Impact sur l'emploi local

*** Expérimentation d'actions locales en faveur de la protection et de la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins :**

- Pertinence/complémentarité des études au vu des données déjà existantes (notamment au travers du dispositif de surveillance du milieu marin mis en place dans le cadre du DSF). Intégration et pertinence au regard des enjeux de conservation de l'espace marin et des orientations stratégiques des gestionnaires de milieu ; - Contribution aux objectifs définis dans le cadre de la convention de partenariat Etat/Région/OFB en soutien aux Aires marines protégées de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Cohérence des opérations avec les stratégies partenariales mises en œuvre à l'échelle de la façade (PAMM, DSF).

REGION Provence-Alpes Côte d'Azur

Objectif spécifique 2.1

Stratégie en Région

L'**aquaculture** en région regroupe deux activités principales : la conchyliculture (élevage de coquillages) et la pisciculture marine (élevage de poissons en mer).

En ce qui concerne la **pisciculture marine**, une dizaine d'entreprises élèvent des loups et des daurades royales pour une grande part de leur production.

Ces entreprises sont de petites structures familiales qui ambitionnent de maintenir des élevages de qualité et qui, depuis quelques années, favorisent la vente en circuits courts.

La **conchyliculture** quant à elle, se pratique sur deux sites : la baie du Lazaret à Toulon et l'anse de Carteau à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

En baie du Lazaret, ce sont 7 professionnels qui exploitent une quinzaine de concessions réparties sur 10 hectares. La production annuelle est d'environ 100 à 150 tonnes mais les potentialités du site sont bien supérieures puisque ce sont 1500 tonnes de moules qui étaient produites dans les années 60.

A Port-Saint-Louis-du-Rhône (anse de Carteau), une trentaine de conchyliculteurs regroupés au sein d'une coopérative, la COOPAPORT, exploitent une centaine de tables en mer sur une concession accordée par le Grand Port maritime de Marseille Fos. Entre 2 500 et 3 000 tonnes de moules sont produites annuellement sur le site. Environ 150 familles vivent directement ou indirectement de cette activité.

Depuis 2015, l'huître de Camargue est produite dans l'anse de Carteau, sur le territoire du Parc naturel régional de Camargue.

Par ailleurs et depuis quelques années se développe en région la **création d'exploitations de spiruline**. Cette cyano bactérie est présente depuis de nombreuses années sur le marché des compléments alimentaires sous forme de comprimés ou de paillettes et elle est le plus souvent importée de pays asiatiques.

Par ailleurs, il est également constatée l'arrivée de demandes émanant de secteurs comme l'**élevage de truites** ou d'autres espèces comme l'esturgeon. Il est important de noter que le secteur aquacole connaît une évolution vers ces activités qui, sans être nouvelles, présentent un réel intérêt en termes d'emplois et d'économie durable.

La stratégie régionale sera donc axée principalement sur les points suivants :

- Soutenir des projets de création et de développement d'entreprise durables et responsables,
- Œuvrer pour l'amélioration et la reconnaissance de la qualité des productions locales,
- Développer une appétence pour les filières de production aquacoles en améliorant la connaissance du secteur par le grand public et notamment par les jeunes et en développant l'attractivité de celui-ci (amélioration des conditions de travail, valorisation de la qualité des productions et des savoir-faire locaux,...)

La stratégie régionale s'articule avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (**SRADDET**) mais aussi avec le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (**SRDEII**) et le Plan Climat « Gardons une COP d'Avance » adoptés par la Région.

Références réglementaires

Article 27 du règlement (UE) 2021/1139

Types d'actions concernées

- Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles
- Installation des jeunes aquaculteurs
- Recherche et innovation
- Actions collectives, communication, médiation et animation des filières (partagé avec le national)

Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations

Validés en instance partenariale régionale et diffusés en région

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

En ce qui concerne l'innovation, le caractère innovant sera apprécié sur le plan régional et l'entreprise devra faire la démonstration des améliorations apportées sur le plan de la qualité et de l'amélioration dans le traitement des produits.

L'innovation en aquaculture fera l'objet d'une grille de sélection.

Elle pourra porter sur la diversification des espèces, sur les process de reproduction, sur les intrants (nourriture,...), sur les modes de conditionnement, etc.....

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur une grille de notation en fonction du type de projet (note éliminatoire en dessous de 10/20)

La grille détaillée est définie en instance partenariale régionale.

Impacts sur l'emploi

- Création d'emplois nouveaux
- Maintien des emplois existants
- Aide à l'installation d'un jeune professionnel
- Amélioration des conditions de travail
- Amélioration de l'égalité professionnelle homme-femme

Impacts économiques sur les filières

- Maintien de la production de l'entreprise (volume)
- Maintien ou amélioration de la qualité de la production de l'entreprise
- Maintien ou amélioration de la rentabilité de l'entreprise
- Mise en place d'une technologie innovante reconnue dont les effets positifs sont prouvés

Impacts positifs sur l'environnement

- Meilleure gestion et tendance à la réduction de la production de déchets
- Valorisation des co/sous-produits
- Prise en compte des effets du changement climatique dans les choix de production - Meilleure utilisation des ressources
- Réduction de l'utilisation des énergies carbonées au profit d'énergies renouvelables

Intensité d'aide publique

Taux maximum d'aide publique de base de 50% pour les projets individuels et de 60% pour les projets collectifs. Les critères sont validés en instance partenariale régionale

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Entreprises avec un chiffre d'affaires augmenté ;
 - Emplois créés ;
 - Personnes bénéficiaires ;
 - Actions visant à la restauration de la nature, à la conservation, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité, à la santé et au bien-être ;
 - Innovations activées ;
-
- Ensemble de données et conseils mis à disposition

REGION Provence-Alpes Côte d'Azur
Objectif spécifique 2.2
<p>Stratégie en Région</p> <p>Concernant l'accompagnement de la filière aval des produits de la mer « Transformation et commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture », il s'agira en Région Sud de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les investissements productifs des entreprises afin de maintenir et créer des emplois et de favoriser, autant que faire se peut, l'utilisation de produits locaux, dans le cadre de circuits courts et de partenariats entre les producteurs régionaux et les entreprises de transformation ; - Favoriser l'innovation et la diversification des productions en développant notamment de nouvelles gammes de produits réalisés avec les productions locales ; - Soutenir les démarches collectives de promotion et de valorisation des produits régionaux par la participation aux salons professionnels et par des opérations en direction du grand public. <p>Concernant plus spécifiquement l'innovation : il s'agira d'identifier des projets comportant des process de production basés sur l'utilisation de méthodes de production et/ou de matériels nouveaux.</p> <p>La mise en place de ces nouveaux process pourra viser plusieurs objectifs : réduction des rejets, de l'utilisation des ressources en eau notamment, limitation des intrants, amélioration des conditions de production pour les animaux mais également pour le personnel,</p> <p>Les projets retenus à ce titre seront portés par des organismes représentatifs de la profession ou par des entreprises. Un partenariat avec un organisme scientifique ou un centre technique spécialisé devra être favorisé.</p> <p>La stratégie régionale s'articule avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) mais aussi avec le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et le Plan Climat « Gardons une COP d'Avance » adoptés par la Région.</p>
<p>Références réglementaires</p> <p>Article 28 du règlement (UE) 2021/1139</p>
<p>Types d'actions concernées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation - Recherche et innovation - Actions collectives, communication, médiation et animation des filières (partagé avec le national) -

Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations

Validés en instance partenariale régionale et diffusés en région

Critères spécifiques liés à l'innovation :

L'innovation fera l'objet d'une grille de sélection.

Seront retenus les projets dans lesquels le caractère innovant des process de production, des matériels de traitement et de conditionnement, et plus largement, les éléments visant à améliorer la qualité des produits et les conditions de production.

Les entreprises pourront établir un partenariat avec un organisme scientifique ou technique, ou avec un organisme professionnel qui validera le cas échéant les nouvelles techniques de production. Le caractère innovant sera apprécié géographiquement.

Critères de sélection

La sélection s'appuiera sur une grille de notation en fonction du type de projet (note éliminatoire en dessous de 10/20)

La grille détaillée est définie en instance partenariale régionale.

Soutien aux entreprises :

- Impact environnemental
 - Amélioration des conditions de travail
 - Amélioration de la rentabilité et de la compétitivité des entreprises
 - Création d'activité et d'emploi
 - Diversification de la production
 - Amélioration de la qualité et de la traçabilité des produits
 - Qualité du consortium
 - Professionnels associés à l'intégralité du projet
 - Nombre d'entreprises bénéficiaires
 - Retombées sur la filière en termes d'emploi, de rentabilité, d'amélioration des conditions de travail, ...
- Projets collectifs :
- Soutien à l'innovation
 - Démonstration du caractère innovant
 - Qualité du consortium
 - Retombées économiques, sociales et environnementales avérées

Actions éligibles et nature des dépenses

Cf Règlement européen + décret d'éligibilité des dépenses n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020

1- Actions éligibles :

Soutien aux entreprises (investissements individuels et collectifs)
Actions collectives, communication, médiation, animation des filières
Recherche et innovation

2- Dépenses éligibles :

Investissements matériels liés à l'exécution de l'opération
Investissements immatériels liés à l'exécution de l'opération

Intensité d'aide publique

Taux maximum d'aide publique de base de 50% pour les projets individuels et de 60% pour les projets collectifs.
Les critères sont validés en instance partenariale régionale

Taux de contribution du FEAMPA

70% des aides publiques

Indicateurs de résultat

- Entreprises avec un chiffre d'affaires augmenté ;
- Emplois créés ;
- Personnes bénéficiaires ;
- Actions visant à la restauration de la nature, à la conservation, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité, à la santé et au bien-être ;
- Innovations activées ;
- Ensemble de données et conseils mis à disposition

REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Objectif spécifique 3.1 - Permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement durable des communautés de pêche et d'aquaculture

Stratégie en Région

Sur le principe, la démarche DLAL vise le renforcement de la cohérence territoriale et de la cohésion sociale afin de contribuer, à long terme, au développement durable de la Région Sud.

Les outils et les moyens régionaux pour atteindre ces objectifs recouvrent la consolidation du dialogue entre les acteurs du territoire, via les GALPAs, le tissage de partenariats locaux public-privé et une approche de gouvernance représentative, ascendante et équilibrée de l'ensemble des parties intéressées de l'économie bleue locale.

Les GALPAs promeuvent également des stratégies locales de développement intégrées, multisectorielles et durables avec une vocation à améliorer les liens terre-mer et entre filières de l'économie bleue. Le renforcement de l'intégration de ces filières dans leur territoire contribuera ainsi au développement territorial équilibré de la zone littorale de la Région Sud.

Il est donc souhaité que les futures stratégies territoriales soient cohérentes avec les politiques nationales et régionales en faveur de l'environnement et de la biodiversité, la pêche, l'aquaculture et de toute autre politique soutenant les filières de l'économie bleue. Ainsi, les stratégies définies par les GALPAs en réponse à l'appel à candidature lancée par la Région pour la période 2021-2027, devront contribuer à la réalisation des objectifs régionaux suivants :

- Développer des systèmes alimentaires durables,
- Atténuer le changement climatique et s'y adapter,
- Traiter les déchets marins, maintenir l'équilibre des écosystèmes et protéger la biodiversité,
- Créer un espace pour les jeunes dans le secteur de la pêche et l'aquaculture,
- Favoriser la création d'emplois sûrs et de qualité

Ces objectifs régionaux doivent inciter les candidats à proposer des stratégies de développement local en lien avec les spécificités du territoire défini.

D'autre part, le DLAL n'a pas vocation à financer les mêmes types de projets que ceux financés au sein des priorités 1 et 2 du FEAMPA. La valeur ajoutée du DLAL pourra se trouver dans l'orientation de la stratégie territoriale définie qui liera les filières pêche et aquaculture avec les autres filières de l'économie bleue. La sélection des projets finançables s'appréciera par rapport à la contribution du projet à l'atteinte de cette orientation.

Références réglementaires

- RÈGLEMENT (UE) 2021/1060 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen (articles 28 à 34)
- RÈGLEMENT (UE) 2021/1139 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004 (article 13, 30).
- Décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

Types d'actions concernées

- Actions préparatoires
- Animation et renforcement des capacités de gestion des DLAL
- Mise en œuvre de la stratégie DLAL et financement des dossiers retenus au titre des stratégies locales - Coopération intergalpa/intra régions/, au niveau national et européen

Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires

Validés en instance partenariale régionale et seront publiés sur le site internet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : <https://europe.maregionsud.fr>

Critères spécifiques (hors critères réglementaires) :

Définis dans les fiches actions des stratégies des GALPA retenus

Critères de sélection

- Soutien préparatoire : toute structure éligible ayant déposé une candidature complète à l'issue d'un appel à candidature pour la mise en œuvre du DLA pourra bénéficier de l'aide préparatoire (que sa candidature soit in fine retenue ou non en tant que GALPA). Les candidats devront adresser avant la date limite indiquée dans l'appel à candidature régional, une demande d'aide préparatoire auprès de la Région.
- Sélection des GALPA : critères définis dans l'appel à candidature de la Région.
- Sélection des opérations : critères définis par chaque GALPA, ils se traduisent par une grille de sélection des projets pour chaque fiche action de la stratégie retenue.

Intensité d'aide publique**Soutien préparatoire :**

Plafond d'aides publiques : 25 000€

Intensité maximum d'aide publique : 100 %

Frais de fonctionnement/animation des GALPA

Plafond d'aides publiques : 25 % des dépenses publiques totales dédiées à la stratégie du GALPA (article 34 du Règlement portant sur les dispositions communes des fonds européens).

Intensité maximum d'aide publique : 100 %

Intensité des aides publiques pour les opérations liées à la stratégie et à la coopération :

Le taux maximal d'intensité de l'aide sera de 50% des dépenses totales éligibles liées à l'opération hors dérogations mentionnées ci-dessous :

- 100 % pour le porteur de projet organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services ; toutefois un autofinancement de 20 % minimale est exigé pour les collectivités territoriales et de leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).
- 100 % pour les opérations remplissant impérativement l'ensemble des trois critères suivants : être d'intérêt collectif et avoir un bénéficiaire collectif et présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public aux résultats de l'opération
- 100% pour les opérations en lien avec la Petite Pêche Côtière.
- 75 % pour les opérations mises en œuvre par les organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles.
- 60 % pour les opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou par d'autres bénéficiaires collectifs

100% pour les projets de coopération

Plancher/plafond des dépenses éligibles :

Un plancher de dépenses publiques est fixé à 5 000 € par opération

Un plafond d'aide publique de 200 000 € par opération

Taux de contribution du FEAMPA

V1 validée le 01/07/2022 (CNS pour les critères de sélection uniquement) et XX/XX/2022 (Instance partenariale régionale)

Le taux de cofinancement du FEAMPA est de 50% des dépenses publiques éligibles Principales contributions publiques nationales :

Les Régions et autres collectivités territoriales et leurs groupements

Indicateurs de résultat

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Nombre d'emplois créés en ETP- Activités de coopération entre les parties prenantes- Action visant à améliorer la capacité de gouvernance- Entités bénéficiant d'activités de promotion et d'information- Action visant à la restauration de la nature, à la conservation, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité, à la santé et au bien être- Ensemble de données et conseils mis à disposition- |
|---|

Priorité 1 – Favoriser une pêche durable et la conservation des ressources biologiques aquatiques

Objectif spécifique 1.6 – Contribuer à la protection et à la restauration des écosystèmes aquatiques

A. Rappel des objectifs du Programme Opérationnel

Cet objectif spécifique doit permettre d’atteindre les objectifs de la réglementation européenne environnementale et celle de la pêche tel que le bon état écologique des écosystèmes marins et d’eau douce. Il vise notamment à préserver la biodiversité marine, littorale et d’eau douce à travers : des opérations de protection et de restauration des écosystèmes marins et littoraux ; l’élaboration, la gestion, la surveillance et le suivi du réseau d’aires marines protégées ; la lutte contre les pollutions et déchets en mer et sur le littoral.

B. Stratégie en Région

La Région SUD entend soutenir le développement d’une pêche et d’une aquaculture durable, en s’appuyant sur le bon état des écosystèmes et des habitats marins, essentiel à la préservation de la ressource halieutique.

*** Les opérations en faveur de la lutte contre les déchets en mer et sur le littoral (filière aval)**

Dans le prolongement et en complémentarité avec sa politique de réduction des déchets, la Région souhaite soutenir les démarches visant à limiter la production de déchets issus des activités de pêche et d’aquaculture. Dans ce cadre, les investissements à terre (dans les ports ou d’autres infrastructures) permettant de fournir des installations de réception des engins de pêche et équipements aquacoles seront soutenus, ainsi que les projets d’économie circulaire territoriale et le développement de filières de recyclage permettant le réemploi de ces matériels. Les projets visant à développer l’utilisation de matériaux écologiques, en substitution du plastique notamment, pourront également être accompagnés.

*** Les opérations en faveur de la protection et de la restauration des écosystèmes marins**

En cohérence avec la politique de l’Union européenne et conformément aux engagements pris dans le cadre de l’accord de Paris, la Région souhaite développer son soutien à la préservation des écosystèmes marins en soutenant les initiatives locales en faveur de la protection du milieu marin. Dans ce cadre, la Région interviendra sur différents types d’actions prioritaires et projets pilotes, allant au-delà des mesures obligatoires menés dans le cadre réglementaire, en associant les acteurs de terrain, dans des zones concernées par des mesures de conservation et/ou de restauration (en cours ou envisagées). Les axes d’intervention sont les suivants :

- Soutien aux actions de suivi scientifique et de développement des connaissances

En complément des actions de suivi/surveillance menées à l’échelle de la façade, il s’agit prioritairement d’accompagner la mise en œuvre de projets scientifiques en lien avec des thèmes présentant un intérêt pour les gestionnaires de milieux et permettant la mise en valeur du patrimoine naturel des aires protégées, d’adapter les mesures et réglementations, notamment dans les aires sous protection forte, et de mesurer leurs effets. Le suivi de l’effet réserve direct et indirect en particulier, à l’intérieur et à l’extérieur des secteurs réglementés mérite un soutien prioritaire, tout comme l’évaluation de l’impact socio-économique (augmentation des ressources halieutiques, impact sur le tourisme, ...) ainsi que le suivi des pressions de fréquentation.

Les études participant à la mise en place d’aires sous protection forte seront également soutenus, en cohérence avec la future stratégie nationale pour les aires protégées 2020-2030.

- Accompagner les gestionnaires d’aires marines protégées dans la mise en œuvre de mesures de gestion efficaces

Le renforcement des AMP, impliquant l’ensemble des usagers et acteurs professionnels de la mer, est un objectif essentiel dans la mise en œuvre de politiques de conservation efficaces, prévenant la perte d’habitats et permettant le rétablissement d’écosystèmes sains.

Si la couverture de la façade maritime régionale est aujourd’hui importante, des efforts doivent encore être entrepris afin d’encourager notamment les initiatives locales, inciter les collectivités gestionnaires de ces espaces à s’appuyer davantage sur ces outils et faciliter la mise en œuvre des plans d’actions et documents de gestion qui y sont adossés.

Cet accompagnement doit permettre de renforcer l’opérationnalité et l’efficacité de ces zones « protégées », en soutenant notamment le renforcement de la présence des équipes sur les plans d’eau (personnels, moyens nautiques, équipements spécifiques), en particulier dans les zones à forts enjeux, permettant de développer des actions de communication, de sensibilisation sur les enjeux de la biodiversité marine, ainsi qu’une meilleure appropriation par les usagers des réglementations encadrant les activités impactantes, notamment en période de fortes fréquentations.

- des opérations innovantes de restauration écologiques dans des zones propices (dans ou hors AMP), la construction, l’installation ou la modernisation d’installations fixes ou mobiles destinées à protéger et à renforcer la faune et la flore marines, y compris leur préparation et leur évaluation scientifiques.

C. Services concernés

Région SUD : Service Mer et Littoral (service instructeur)

Région SUD : Service économie circulaire et déchets (pour avis sur dossiers déchets)

D. Références réglementaires

Programme Opérationnel

Article 25 du règlement (UE) 2021/1139

Critères d’éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations E.

Actions éligibles et nature des dépenses –

1. Actions éligibles/inéligibles **Inéligibles :**

Cf Règlement européen 2021/1139 (art.13)

Opérations réalisées hors territoire régional

2. Dépenses éligibles/inéligibles

Inéligibles : Cf Règlement européen 2021/1139 (art.13) + Décret d’éligibilité des dépenses

F. Bénéficiaires

Concessionnaires et gestionnaires des ports de pêche, halles à marée et sites de débarquement ; Collectivités territoriales et leurs groupements ;

Entreprises de pêche ;

Organismes de recherche ;

Associations ;

Organisations non gouvernementales liées à la préservation du milieu marin ; Gestionnaires d’Aires marines protégées.

G. Conditions d’éligibilité

* Actions se déroulant intégralement sur le territoire régional

* Pour les opérations de restauration écologique, actions de restauration hors zones portuaires

H. Modalités de candidatures

Appels à projets ciblés et/ou traitement des dossiers au fil de l’eau

I. Critères de sélection

A valider /compléter en Région

*** Opérations de lutte contre les déchets :**

- **Actions cohérentes avec la stratégie régionale de réduction des déchets (plastique notamment) et/ou concourant à sa mise en œuvre ;**
- **Dimension partenariale du projet (association des professionnels de la pêche et de l’aquaculture, acteurs des filières amont et aval) ;**
- **Dimension innovante du projet et/ou complémentarité avec les démarches/process existants ; - Impact sur l’emploi local**

*** Expérimentation d’actions locales en faveur de la protection et de la restauration de la biodiversité et des écosystèmes marins :**

- **Pertinence/complémentarité des études au vu des données déjà existantes (notamment au travers du dispositif de surveillance du milieu marin mis en place dans le cadre du DSF). Intégration et pertinence au regard des enjeux de conservation de l’espace marin et des orientations stratégiques des gestionnaires de milieu concernés ;**
- **Contribution aux objectifs définis dans le cadre de la convention de partenariat Etat/Région/OFB en soutien aux Aires marines protégées de Provence-Alpes-Côte d’Azur ;**
- **Cohérence des opérations avec les stratégies partenariales mises en œuvre à l’échelle de la façade (PAMM, DSF).**

J. Intensité, montant(s) de l’aide, taux de cofinancement –

Plancher de dépenses éligibles fixé à 5 000€ par projet

Intensité d’aide publique : 80% (cas général) ou taux plus restrictif selon la nature du porteur conformément au règlement FEAMPA

Taux de contribution du FEAMPA : 70% des dépenses éligibles

K. Indicateurs de réalisation et de résultats Indicateurs

de réalisation et de résultat :

*** Nombre d’opérations**

*** Actions visant à la restauration des fonctionnalités des habitats/écosystèmes marins , à la conservation et à la protection du milieu marin**

L. Version du DOMO N°1 05/10/21